

Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme – Base commune alternative

La proposition de base commune alternative au 38^e congrès du PCF ci-dessous est une version provisoire. Elle sera enrichie jusqu'à son dépôt (1^{er} juillet 2018) par les personnes qui la soutiennent sur un site wiki (<http://wiki.printempsducommunisme.fr>).

Premiers signataires

Jacques Allenou, Martine Antoine, Clément Arambourou, Alain Bascoulergue, Emmanuelle Becker, Gérard Billon, Françoise Bontoux, Jean-Pierre Bontoux, Hadrien Bortot, Nicole Borvo Cohen-Seat, Marie-Pierre Boursier, Monique Brun, Silvia Capanema, Jean-Louis Castera, Lucie Champenois, Joelle Chastrusse, Alexis Christodoulou, Patrice Cohen-Seat, Bernard Cois, Gérard Cottenceau, Joëlle Courtel, Robert Couvreur, Marie-Claire Culie, Monique Delugin, Michel Duffour, Jean Paul Duparc, Olivier Dupuis, Marc Espigat, Albert Exposito, Elsa Faucillon, Claudie Fontès, Guy Gagnepain, Fanny Gaillanne, Frédéric Gaillanne, Grégory Geminel, Frédérick Genevée, Yoann Ginguene, Brigitte Gonthier-Maurin, Jean-Pierre Grangie, Madeleine Hivernet, Michel Iafelice, Robert Injey, Anne Jollet, Jean-Pierre Landais, Yann Le Lann, Benjamin Lecole, Sylvie Lefèvre, Nina Leger, Jacky Lhomme, Corinne Luxembourg, Sonia Masson, Jean-Baptiste Metz, Anna Meyroune, Mehdi Mokrani, Frank Mouly, Vivian Point, David Proult, Jérôme Relinger, Christophe Rovai, Jean-Michel Ruiz, François Salamone, Bradley Smith, Bozena Wójciewski.

Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme.

Nous sommes stupéfaits, mais surtout choqués et profondément inquiets à la lecture du projet de base commune soumis aux communistes par le Conseil national. Dans une situation de très grande difficulté pour notre Parti, devenu manifestement inaudible des classes populaires, [le Secrétaire national avait annoncé sa volonté que le 38^{ème} Congrès soit celui de notre « réinvention »](#). Ce mot très fort, à la hauteur de la situation, promettait un travail de complète remise à plat de nos conceptions, de notre projet, de notre organisation et de nos pratiques. Il impliquait une analyse sans concessions des causes de notre terrible affaiblissement, sur le long terme autant que dans les années récentes. Et il devait ainsi permettre de déboucher sur les changements très profonds sans lesquels il est évident que nous n'avons aucune chance de jouer à nouveau un rôle significatif dans la vie politique de notre pays.

Or [le texte proposé](#) fait tout le contraire. De façon absolument incompréhensible, il ne mentionne même pas les difficultés auxquelles nous sommes confrontés : comme si elles n'existaient pas, que tout allait bien ou pas trop mal pour notre combat communiste ; comme si l'affaiblissement désormais gravement problématique de notre collectif militant et la diminution du nombre de nos élu·e·s, ou nos derniers résultats électoraux nationaux (1,93% à la présidentielle de 2007, et 2,72% aux législatives de 2017) ne caractérisaient pas une situation réellement critique.

Cette incroyable négation des obstacles à surmonter débouche inévitablement sur l'absence quasi totale d'innovation. Sur les 48 « thèses » présentées, la plupart sont la pure et simple reprise d'idées bien connues des communistes et qui font accord entre eux, reprises depuis des années de congrès en congrès : analyse du capitalisme contemporain et exigence de ruptures, confrontation de classes en France et défense stratégique des « acquis », enjeux de la bataille idéologique et objectifs de rassemblement populaire, importance des luttes et de victoires mobilisatrices, nécessité d'une organi-

sation communiste de masse et de l'amélioration de son efficacité, etc. Franchement, là n'est pas du tout l'objet du congrès « extraordinaire » décidé, au vu de la gravité de la situation, pour apporter des réponses aux questions vitales qui nous sont posées : quelles sont les causes de la situation dramatique dans laquelle nous nous trouvons ? que devons changer de nous-mêmes, que devons-nous inventer et faire de nouveau pour redonner un avenir à notre combat ? A ces questions, le projet de « base commune » ne répond aucunement car il ne les pose même pas. Pour l'essentiel, il propose de continuer comme avant et même, sur la stratégie, de faire un bond en arrière de plus de trente ans.

Ce texte pose à nos yeux quatre problèmes majeurs.

Le communisme « oublié »

Pas un mot en effet sur le problème considérable que nous pose la crise du communisme. Le mot « communisme » n'est d'ailleurs cité que 6 fois (23 fois le mot « gauche », par comparaison), toujours pour affirmer sans explications qu'il est à l'ordre du jour. Mais sans jamais évoquer les difficultés profondes du mouvement communiste dans le monde, ni le fait que, tel qu'il est dans les esprits, il est devenu un repoussoir pour une très grande majorité de notre peuple. S'agissant d'une idée qui nous identifie plus que toute autre, un tel silence revient non seulement à oublier qui nous sommes, mais aussi à pratiquer la politique de l'autruche. Parti communiste, notre Parti n'a pas d'avenir sans un combat acharné pour réhabiliter l'idée communiste qui donne sens à son action. Ce qui suppose d'en faire vivre une conception radicalement nouvelle nous permettant notamment de nous libérer des étiquettes étatistes, autoritaires, productivistes et autres qui nous collent à la peau. Et pour cela, de ne plus hiérarchiser les mobilisations et d'attribuer autant d'importance politique et de nous investir de façon aussi offensive dans les luttes dites « de classes » que dans celles qui visent à l'émancipation des dominations liées au genre, aux prétendues « races », à l'orientation sexuelle, à l'environnement, etc. C'est donc à cette question que nous consacrons la première partie de notre proposition de base commune alternative.

La révolution à l'ancienne

Le mot « révolution » est là aussi quasi absent et concerne presque exclusivement le passé, ou le numérique et l'écologie. Pourtant, comme l'idée communiste, celle de révolution nous identifie et nous portons le fardeau des expériences révolutionnaires qui ont échoué à se débarrasser du capitalisme. Sans en porter une conception radicalement nouvelle, adaptée aux réalités de notre époque, notre combat n'est pas crédible. Or le projet de la direction du Parti s'en tient à une vision complètement obsolète. Certes, il est bien question de « processus révolutionnaire » et non plus de grand soir. Mais ce texte reste prisonnier de l'illusion selon laquelle la prise du pouvoir d'Etat serait la condition-clé d'avancement de ce processus, ce qui le conduit à donner dans les faits la priorité à la dimension institutionnelle de notre stratégie, et donc à persister dans l'électorisme.

L'histoire nous a appris au contraire que la conquête du pouvoir d'État n'a permis nulle part d'en finir avec le capitalisme, ni même de le faire reculer, et nos propres expériences de participation à ce pouvoir, depuis les années 80, se sont au contraire accompagnées d'un affaiblissement dramatique

de notre combat. Nous pensons donc quant à nous que, si toutes les conquêtes possibles de positions institutionnelles et de pouvoirs sont indispensables, la question du pouvoir d'Etat doit être articulée à ce que nous appelons avec Marx et Jaurès une « évolution révolutionnaire ». C'est pourquoi, dans une seconde partie de notre proposition de « base commune » alternative, nous avançons une nouvelle conception du processus révolutionnaire, remettant la question de la prise et la transformation des pouvoirs institutionnels et du pouvoir d'Etat à leur place dans une « évolution révolutionnaire » visant prioritairement en tous domaines l'hégémonie des classes populaires.

Stratégie : le grand bond en arrière

Là aussi, l'absence de réflexion sur 40 ans de tentatives sans succès a de lourdes conséquences. Même l'échec du Front de gauche est expédié en quelques lignes, sans analyser les raisons pour lesquelles, dit pourtant le texte, « de 2012 à 2015 nous n'avons pu ou su renforcer le FG, ni faire de la profonde aspiration à l'unité de ses sympathisants, une force de cohésion empêchant son éclatement et élargissant sa dynamique ». Faute de réussir à lire et comprendre cette très longue et riche page de notre histoire, le Conseil national se condamne dès lors lui-même à la répéter. Comme en 1985 avec le « Nouveau Rassemblement Populaire Majoritaire » décidé par le 25ème Congrès (qui faisait suite au virage libéral de F. Mitterrand et notre sortie du gouvernement d'union de la gauche), il tire un trait sur l'objectif d'une construction politique à gauche. A la place, et sous couvert de « plasticité », il propose des constructions « évolutives et multiformes » (thèse 28) avec soutien aux luttes, espaces locaux ou thématiques « autour de nos propositions communistes », et forum politique national permettant des « campagnes communes » et des « constructions programmatiques ou électorales » avec des partenaires différents selon les cas (thèse 32). La stratégie à géométrie variable devient ainsi la règle. Et comme au 25ème Congrès, passe à la trappe l'idée même d'une construction politique durable à gauche. N'est-ce pas pourtant ce qui a permis de recréer l'espoir en 2012 avec, pour la première fois depuis 1981, un score du Front de gauche au dessus de 10% ? Et malgré les hésitations et atermoiements, de permettre la percée de J.-L. Mélenchon à près de 20% en 2017 ? Nous pensons au contraire qu'il faut imaginer une construction politique nouvelle assurant la pleine autonomie et liberté d'action de chacune de ses composantes, tout en permettant de faire « Front commun » contre la droite et l'extrême droite. Nous y consacrons la troisième partie de cette proposition alternative.

Parti : le retour du parti d'avant-garde

La critique essentielle qu'appellent les propositions du Conseil national pour transformer l'organisation du Parti est que, sur le fond, elles ne transforment absolument rien. De la conception générale aux propositions concrètes, ce que ce texte envisage aurait pu être écrit exactement de la même façon il y a dix ou vingt ans : mise en mouvement populaire, organisation des dominés et de la jeunesse, parti de masse présent sur les lieux de vie et de travail, importance de la formation, nécessité de grandes campagnes dans la durée, réseaux thématiques, directions plus démocratiques et efficaces, etc. Le seul ajout, hormis quelques aspects pratiques, concerne l'utilisation devenue incontournable des outils numériques. Pourtant, la nécessité d'inventer un nouveau processus révolution-

naire et de passer du parti d'avant-garde, tachant de faire passer ses « propositions communistes » dans les masses, à une organisation pensée de bout en bout afin de permettre aux femmes et aux hommes concrètement mobilisés dans les luttes de prendre leurs affaires en main et de décider directement en tous domaines et en toutes circonstances, doit aboutir à une tout autre forme d'organisation de notre Parti. C'est l'objet de la quatrième partie de notre texte.

A nos yeux, ce congrès est vraiment celui de la dernière chance. Beaucoup de communistes sont désespérés et démotivés ; beaucoup également quittent le Parti, presque toujours sur la pointe des pieds. Nous n'avons déjà presque plus la force de soutenir l'Humanité. Si nous n'avons pas la capacité collective de voir la réalité en face et de trouver les moyens de relancer notre combat, nous deviendrons, comme le Parti radical de gauche, une nouvelle « butte-témoin » d'un passé révolu.

Nous refusons cette perspective dramatique. Non seulement parce que nous tenons à notre Parti. Mais plus encore parce que notre peuple et le mouvement révolutionnaire dans son ensemble en ont besoin. Après quarante ans d'un libéralisme échevelé qui a profondément abîmé notre pays comme le monde entier, nous vivons un moment de remise en mouvement des peuples qui cherchent par tous les moyens, parfois les pires, à sortir du scénario catastrophe que promet le capitalisme mondialisé. En témoignent sous nos yeux les luttes et leurs tentatives de convergence. En témoigne le rejet du statu quo – parfois identifié à « l'establishment » – qui bouleverse la situation politique dans notre pays mais aussi en Espagne, Portugal, Italie, Angleterre, Pays-Bas, Irlande, et même aux Etats-Unis et ailleurs. Ce qui manque cruellement, et dont l'absence pourrait mener notre pays ou le monde à l'aventure, c'est une nouvelle perspective de dépassement du capitalisme. Elle se cherche, de mille manières. Mais elle aura d'autant moins de chances d'émerger et de s'imposer que le communisme, qui s'identifie à un tel changement révolutionnaire, serait absent de la scène politique. Notre responsabilité est aujourd'hui celle-ci : donner au communisme une figure offensive, attractive, adaptée à notre époque et tirant les leçons du passé. Pour cela, nous avons besoin de beaucoup de réflexion et de travail. Mais peut-être encore plus d'audace et de détermination à nous réinventer nous-mêmes. Bien loin de réduire l'enjeu à une simple question de personnes, ce congrès annoncé comme extraordinaire doit permettre aux communistes, enfin, d'avoir ce débat de fond, et de décider de leur avenir.

I. Pour un printemps du communisme

Le communisme a suscité l'espoir et rendu crédible la possibilité d'en finir avec la domination et les ravages du capitalisme. Son effacement objectif, à la fin du 20ème siècle, a produit le sentiment inverse « qu'il n'y a pas d'alternative ». C'est cette fausse évidence, produit d'une conjoncture historique, qui a entraîné la crise généralisée du mouvement communiste mondial. On ne peut donc pas, comme le fait le projet de « base commune du Conseil national, se contenter d'affirmer péremptoirement que « *le communisme est à l'ordre du jour de ce siècle* ». Comment pourrait-on ignorer que l'histoire a laissé dans les esprits une certaine image du communisme et de son projet étatiste, centralisateur, égalitariste, collectiviste et même productiviste, et qu'il nous faut donc impérativement lui donner un autre sens ? Qu'appelons-nous communisme aujourd'hui ? Au-delà d'un programme,

quel est notre projet, la conception de la société vers laquelle nous proposons d'aller ? Comment caractériser notre idéal ?

Picasso disait être « *venu au communisme comme on va à la fontaine* ». C'est dire combien cet engagement paraissait alors évident et vital, conduisant des milliers de créateurs et d'intellectuels à rejoindre comme lui le Parti de la classe ouvrière. Couronnant un grand siècle de révolutions, celle d'Octobre semblait ouvrir enfin les chemins d'un monde réellement humain. Notre Parti, comme d'autres à travers le monde, s'est construit sur cet immense espoir. En l'articulant à notre propre histoire et en l'ancrant dans les luttes de la classe ouvrière, il en a fait une perspective réaliste. C'est ainsi qu'il est devenu le premier parti de France.

A l'inverse, nos revers ont commencé quand la perspective s'est troublée, d'abord avec les révélations sur le stalinisme, puis au fur et à mesure que l'échec de l'expérience soviétique est devenu évident. Le PCF a mieux résisté que d'autres grâce à son rôle dans la Résistance et à son ancrage populaire et local. Mais il n'a cessé de s'affaiblir depuis la fin des années 70 parce que l'effondrement du communisme étatique – que nous avons soutenu peu ou prou jusqu'au bout – a ruiné dans les esprits l'idée communiste elle-même. Nous avons bien proposé un « socialisme démocratique », mais faute d'être porteurs d'une nouvelle conception du communisme, nous n'avons pas échappé à la crise qui touche sans exception l'ensemble des partis communistes du monde. Nous avons perdu ce qui faisait de nous les partisans d'une radicale alternative de société, et d'autres partis ont paru alors plus « utiles ».

Ainsi, ce qui donne à un parti communiste son utilité et sa place dans le combat politique – et ce qui le distingue du gauchisme, de la social-démocratie ou du populisme – c'est bien le communisme, c'est à dire un « mouvement réel » enraciné dans les luttes **ET** portant l'idéal d'une société et d'un monde enfin débarrassés de toutes les formes d'exploitation, de domination et d'aliénation. Or malgré nos textes de congrès, qui ne manquent jamais d'un « coup de chapeau » à la visée communiste, nous avons surtout travaillé à des programmes « de gouvernement » que notre faiblesse rendait d'ailleurs peu crédibles. Et nous n'avons pas redéfini, au vu des échecs passés et des nouvelles conditions des luttes de classe, les principes, les objectifs et les moyens d'un projet actuel d'émancipation humaine. Pas plus n'avons-nous réussi à ancrer dans nos pratiques, notre fonctionnement, notre démarche, un rapport émancipateur entre l'individu et le collectif, entre égalité et liberté. Nous parlons d'émancipation, mais nous avons beaucoup de difficultés à l'éprouver, la faire vivre.

Alors que les ravages du capitalisme mondialisé et les catastrophes vers lesquelles il entraîne l'humanité rouvrent le débat sur la critique de ce système et que la pensée de Marx fait de nouveau l'actualité, le communisme est absent de la scène politique. Nous ne pouvons pas nous résigner à cette situation. Non seulement parce que la fonction spécifique et donc l'existence de notre parti en dépendent ; mais surtout parce que la question désormais vitale du dépassement du capitalisme fait d'une revitalisation de notre combat la principale urgence politique. Notre premier objectif doit donc être de faire à nouveau du communisme une idée mobilisatrice en lui redonnant, dans les conditions d'aujourd'hui, l'épaisseur concrète d'un mouvement ancré dans les luttes réelles, et une portée anticipatrice.

Il nous faut pour cela, en lien avec tous les travaux théoriques et les expérimentations pratiques qui explorent les chemins nouveaux de l'émancipation – et qui connaissent un véritable bouillonnement en France et à l'étranger – revoir nos conceptions et notre projet sur nombre de questions. Prenons-en quelques exemples.

A. Libérer le travail et la production de l'exploitation capitaliste par une authentique démocratie économique

En faisant prédominer nos stratégies d'alliance sur notre propre combat communiste, nous avons progressivement substitué l'objectif de compromis avec le capital, portant notamment sur le partage des richesses, à la claire perspective d'une sortie du capitalisme, impliquant la maîtrise intégrale des travailleurs sur les buts et leurs conditions de travail. Certes, cela doit être le produit d'un processus d'avancées et de ruptures avec les logiques et les règles du capitalisme. Mais notre combat se brouille si nous n'en faisons pas apparaître les objectifs fondamentaux et les étapes essentielles. Nous devons réaffirmer notamment notre volonté d'aller vers une « expropriation des expropriateurs » en allant progressivement vers un régime de démocratie économique qui ôte au capital tout pouvoir de domination sur la propriété et le travail.

1. Combattre la domination du capital par le partage et la mise en commun

L'un des fondements du communisme est l'idée « d'abolition de la propriété privée » dont Marx et Engels, dans le *Manifeste* de 1848, disaient qu'elle est la « formule unique » par laquelle les communistes peuvent « résumer leur théorie ». Cette idée a été dénaturée par l'étatisation soviétique. Nous-mêmes sommes également souvent passés à côté de celles et ceux qui inventaient dans la société de nouvelles formes de partage, de production, de propriété collective. Nous ne pourrions redonner ses couleurs à l'idée communiste d'une humanité libérée de l'exploitation sans proposer une conception nouvelle de la socialisation des moyens de production, par exemple avec un nouveau statut des entreprises, mettant fin à la mainmise du capital sur la production et l'appropriation des richesses. C'est *dans ce sens* que nous devons soutenir les luttes contre les plans sociaux et les délocalisations, pour le développement des pouvoirs des salariés, les SCOP, de nouvelles nationalisations, la gratuité de services publics, etc.

2. Liberté au travail et salaire à vie

De même en ce qui concerne le travail. Nous battre pour l'emploi est indispensable. Mais la perspective restera limitée et nous continuerons de le faire à reculons si nous ne faisons pas vivre concrètement l'idée qu'il y a une alternative historique à la subordination de notre travail aux employeurs. Cette logique est d'ailleurs à bout de souffle. Elle épuise ceux qui ont un poste de travail et stigmatise les autres comme improductifs. Il est temps de redéfinir ce qu'est le travail et de faire cesser le chantage à l'emploi en instituant par exemple un statut des « producteurs associés » et un régime de salaire à vie. C'est là aussi *dans ce sens* que nous devons soutenir les luttes pour le développement des droits des salariés et des chômeurs, contre la souffrance au travail et le « burn-out »,

pour le temps et les moyens d'un travail bien fait et la réduction du temps de travail, pour un travail qui ait du sens et œuvre à l'intérêt général.

B. Démocratisation radicale et révolution citoyenne

Le « dépérissement de l'État » – comme instrument de domination du capital – doit être au cœur d'un projet d'émancipation. Il suppose une conception révolutionnaire de la démocratie, fondée sur la multiplication des formes d'auto-organisation et visant à l'égal exercice de tous les pouvoirs par tous les citoyens et toutes les citoyennes. Elle appelle par exemple une forme dé-verticalisée de toutes les institutions (y compris de notre parti), de même qu'une déprofessionnalisation de la politique. C'est dans ce sens, *et en mettant nos propres pratiques en accord avec ces principes*, que nous répondrons à l'immense discrédit qui atteint notre système politique, et aux aspirations à l'autonomie et l'intervention citoyenne qu'expriment des mouvements comme « les Nuits debout ». Et cette volonté de reprise du pouvoir sur nos vies doit nous conduire aussi à prendre à bras-le-corps des enjeux désormais cruciaux pour les libertés comme le pluralisme des médias (au point où on en est, il faudrait plutôt parler d'une séparation du conglomérat État/financiers et des médias), ou la maîtrise citoyenne des technologies, des nanotechnologies aux algorithmes de l'intelligence artificielle.

C. Une nouvelle conception du développement humain

Le combat communiste s'est engagé entre le XIXe siècle et le début du XXe siècle, alors que les premières révolutions industrielles, qui promettaient une croissance potentiellement infinie de la production de richesses, entraînaient le développement d'une classe ouvrière relativement homogène et très prolétarisée. Ce n'est plus le cas. Notre écosystème est en danger et sa préservation devient un objectif vital. Les classes populaires – ouvriers et employés – travaillent et vivent dans une extrême diversité de situations et le capital s'emploie sans cesse à les diviser davantage selon le genre, la nationalité, l'origine, le statut, le niveau de qualification, etc. L'unité des exploités est toujours une exigence fondamentale. Mais elle implique aujourd'hui d'articuler entre elles les luttes contre les différentes formes de domination et d'exploitation (féminisme, antiracisme, écologie, etc.) dans une nouvelle conception de l'émancipation et du développement humains. Et de participer activement à toutes les actions - ZAD, universités expérimentales, pédagogies alternatives, etc. - qui cherchent concrètement à casser les codes de reproduction du système capitaliste et explorer de nouvelles façons de vivre et de travailler.

1. Pas de hiérarchie des luttes émancipatrices

Inscrire toutes les luttes et toutes les initiatives porteuses d'alternatives concrètes à l'ordre existant dans la perspective d'une société d'émancipation humaine, suppose de prendre ces mobilisations telles qu'elles sont, en phase avec les évolutions et les besoins de la société. Faute de l'avoir fait, nous sommes longtemps passés à côté de celles qui, à partir des années 60/70, posaient des questions nouvelles liées notamment aux droits de la personne, et qui se sont alors développées en dehors et parfois contre nous. Nous ne devons pas commettre à nouveau de telles erreurs.

Le projet communiste vise à abolir toutes les dominations que le capitalisme tend au contraire à présenter comme « naturelles ». En donnant la priorité aux luttes dite « de classes », nous avons trop souvent sous-estimé le caractère structurel de discriminations traversant les classes populaires elles-mêmes, liées aux prétendues « races », au genre, à l'orientation sexuelle, à l'âge, etc. Il nous faut mettre au contraire tous les combats émancipateurs au même niveau. Par exemple ceux des femmes contre les dominations masculines, dont le mouvement planétaire déclenché par l'affaire Weinstein montre l'importance essentielle ; ceux des personnes « racisées », ou ceux contre une dénaturation islamophobe de la laïcité. C'est le seul moyen de travailler à une nouvelle unité et dignité des classes populaires. Cela suppose de poursuivre l'actualisation de nos analyses et de nos conceptions pour penser ensemble toutes les dominations et poser en tous domaines la question de l'égalité réelle de tous les êtres humains.

2. L'EcocoLOGIE !

Aujourd'hui encore, nous avons le plus grand mal à nous investir réellement dans les luttes écologiques qui pourtant, fondamentalement, mettent en cause le modèle productiviste/consumériste du capitalisme et cristallisent à leur façon l'exigence d'une alternative de civilisation. C'est désormais un enjeu vital pour l'humanité, et une préoccupation grandissante dont témoignent la vigueur et la multiplication des mobilisations. Nous avons pourtant soutenu nationalement contre toute évidence le projet pharaonique de NDDL. Et nous n'arrivons toujours pas (serons-nous les derniers ?) à affirmer la nécessité d'une sortie progressive du nucléaire, au profit des énergies renouvelables. Il faut cesser de considérer que ces luttes et ces exigences s'opposent au « progrès » ou à l'emploi, et réaliser à quel point elles constituent aujourd'hui un des vecteurs essentiels de prise de conscience des méfaits du capitalisme et de la nécessité de le dépasser. Nous devons donc nous y engager pleinement et y contribuer en portant nous-mêmes la conception d'un modèle de développement sobre piloté par l'objectif d'un « bien-vivre » humain et de préservation de l'écosystème entier à toutes les échelles, du mondial au local, de la ville aux territoires ruraux.

3. Migrations : le droit imprescriptible de sauver sa vie et celle des siens

Nos sociétés seront jugées demain sur la façon dont elles auront répondu à l'immense question que posent les migrations d'aujourd'hui. Notre Parti est engagé dans les mobilisations en faveur des droits des migrants. Mais les migrations actuelles, dans lesquelles les grandes puissances ont une responsabilité écrasante (esclavage, colonisation, soutien et armement des conflits, crise climatique etc.), ne cesseront de croître dans les années et les décennies à venir. Il deviendra chaque jour plus évident que le bétonnage des frontières est une absurdité. L'indispensable solidarité finira donc par être débordée si nous ne posons pas cette question sur le plan politique et si nous ne mettons pas en débat une alternative émancipatrice à la réponse inhumaine et vaine du capitalisme. La seule façon de lutter contre les réactions racistes et identitaires dont on voit déjà dans toute l'Europe les dégâts politiques est d'associer notre conception de l'émancipation au parti pris des migrants et à l'affirmation du droit imprescriptible de tout être humain à s'installer hors des frontières de son pays si c'est la condition de sa survie et de celle de sa famille. Et de poser pour cela frontalement l'exigence

d'un autre ordre international, s'en prenant aux causes des migrations, tout en luttant sans ambiguïté pour le droit de circulation et d'installation de celles et ceux qui prennent le terrible risque de l'exode.

D. Reprendre le pouvoir sur les médias, laïciser les technologies de la communication

L'espace médiatique et les industries de la cultures sont massivement dominées par les forces du capital, qui marchandisent l'information et la communication, le divertissement et la culture, et les mettent au service exclusif de leur domination idéologique. Édition, presse, télévisions, radios sont aujourd'hui entièrement accaparés par une poignée de milliardaires qui imposent à tous leur récit : guerre des civilisations contre lutte des classes, fin de l'histoire contre révolution...

L'internet, qui s'est vécu un temps en espace de liberté, est lui même menacé avec notamment l'attaque du principe de neutralité du net. Il est surplombé désormais par un petit nombre d'acteurs à la puissance inouïe. Puissance financière puisque la capitalisation boursière d'Alphabet (Google), Amazon, Facebook, Apple et Microsoft avoisine désormais le PIB de la France. Puissance politique avec notamment des capacités analytiques et prescriptives inédites des comportements humains, permises par des algorithmes toujours plus performants, déployés de façon omniprésente et indiscernable à travers l'internet des objets et qui s'insinuent dans l'ensemble de notre quotidien.

Ces dominations inédites dessinent les contours d'un projet éminemment totalitaire. Libérer les médias et les technologies de la communication des puissances de l'argent en affirmant leur stricte séparation d'avec les puissances financières et l'Etat est un combat communiste.

E. Gagner la bataille de l'Europe

La construction européenne est en train d'asphyxier le débat politique en mettant chacun des pays qui la composent face au choix impossible entre continuer de subir les traités néolibéraux ou sortir de l'Union, même comme plan B. Echapper à ce dilemme est un impératif politique. Nous devons nous emparer de la grande idée européenne – à laquelle, malgré tout, l'immense majorité des européens reste à juste titre attachés – comme d'une dimension essentielle de notre internationalisme, et faire d'une transformation de l'Europe une étape et un levier essentiels du combat pour faire vivre la possibilité d'une alternative à l'ordre capitaliste mondial. C'est possible parce que la France n'est pas la Grèce. Elle dispose de nombreux moyens d'agir, dont sa capacité de blocage de toute nouvelle adaptation de l'Europe à l'ordre mondial actuel ou la désobéissance à certaines directives, qui créeraient une situation insupportable pour les forces qui soutiennent le capital et imposeraient la renégociation des traités. Ce combat ne pourra se mener qu'au nom d'une autre construction européenne – une Europe à « géométrie choisie » qui n'obligera jamais aucun peuple à s'aligner sur des politiques qu'il refuse – et nécessitera de travailler à une dynamique européenne de rassemblement. Ce doit être désormais un objectif politique prioritaire qui suppose d'élever considérablement le niveau des nos objectifs et de notre engagement. Au delà du Forum européen progressiste, il nous faut travailler à une nouvelle initiative de très grande ampleur que notre Parti, compte tenu de son his-

toire et de la place de la France en Europe, a la légitimité et donc le devoir de proposer à toutes les forces disponibles en France et en Europe.

Ainsi, sur ces questions comme sur tous les grands enjeux politiques, nous devons faire ce travail fondamental visant à reconstituer les principes et les repères d'une alternative communiste à l'ordre existant, et à les traduire en batailles concrètes. Il s'agit de dire en quoi elle consiste et donc le type de société vers laquelle nous proposons d'aller. Tant que nous ne pourrons pas dire ainsi, fondamentalement, « ce que nous voulons », nous resterons dans l'incapacité de combattre l'amalgame entretenu sans cesse par nos adversaires entre notre projet et l'image du communisme que l'histoire a laissée dans les esprits.

II. Un processus révolutionnaire démocratique et citoyen

Le Parti communiste doit être révolutionnaire. Non seulement parce que l'émancipation humaine exige d'en finir avec le système capitaliste pour aller vers un autre type de formation sociale. Mais aussi pour échapper aux catastrophes vers lesquelles ce système entraîne aujourd'hui l'humanité. Car notre époque est bien celle d'une immense crise mondiale, durable, affectant les sociétés dans toutes leurs dimensions profondes, crise de survie qui pourrait devenir, de la pire manière qui soit, une crise terminale susceptible même de provoquer l'extinction de notre espèce. Comment croire qu'on pourrait conjurer de tels périls sans un radical changement de système, c'est à dire une révolution ?

Si le capitalisme offre aujourd'hui à une poignée le pouvoir insensé de détruire toute vie civilisée, elle offre aussi à l'immense majorité la force de conjurer les dangers, grâce au développement et aux transformations sans précédent des forces productives, aux révolutions technologiques et à la montée des aspirations à vivre autrement. Et elle donne à l'Humanité, comme le pronostiquait Marx, la perspective de sortir de sa préhistoire pour aller vers une société sans classes, sans domination, ni exploitation, ni aliénation. Travailler à cette perspective est la raison d'être fondamentale d'un parti communiste.

Encore faut-il que l'idée de révolution redevienne une perspective réaliste. Car cette grande idée, qui a mobilisé des millions de femmes et d'hommes sur tous les continents, a été dénaturée par les expériences révolutionnaires du 20ème siècle qui, tout en se réclamant du progrès social, de la liberté et même du communisme, ont produit des systèmes brutaux et antidémocratiques. Divine surprise pour les forces qui soutiennent le capitalisme et en ont profité pour mener une incessante campagne planétaire visant à assimiler communisme et fascisme, et stigmatiser symétriquement ce qu'elles appellent aujourd'hui « les extrêmes ».

Nous-mêmes, face à ce déferlement, avons fini par baisser la garde. Malgré nos textes de congrès, nous avons davantage mené campagne pour des propositions immédiates que des ruptures postcapitalistes ; nous nous sommes plus battus pour « la gauche » que pour le communisme ; et nous avons préféré utiliser des périphrases pour éviter le mot révolution. Mais au lieu de nous permettre de nous maintenir et moins encore de nous renforcer, nous avons ainsi gravement porté atteinte à la

crédibilité d'un dépassement du capitalisme qui suppose évidemment des transformations révolutionnaires de l'ordre existant. Il nous faut donc travailler avec ténacité, sur le long terme, à réhabiliter l'idée de révolution en lui donnant, en théorie et en pratique, le caractère radicalement démocratique en accord avec les possibilités, les sensibilités et les consciences d'aujourd'hui. Et dire par conséquent comment, concrètement, nous concevons le processus révolutionnaire nouveau sans lequel l'émancipation humaine demeurerait un mot creux.

A. « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Cette idée fameuse, que Marx a introduit en 1864 dans le préambule des statuts de la Première Internationale, fait partie de l'héritage théorique du mouvement révolutionnaire. Le fait est pourtant que les expériences soviétiques et maoïstes ont fait tout le contraire. Et dans les conditions spécifiques à chacune, elles ont toutes débouché sur des systèmes politiques et sociaux oppressifs. Les travailleurs y étaient supposés déléguer la direction du mouvement de transformation sociale à des partis « d'avant garde ». Mais ceux-ci n'ont pas tardé à s'identifier à des appareils d'Etats dictatoriaux et à déposséder les travailleurs de toute possibilité d'initiative ou droit de décision. Toutes ces expériences ont échoué dans ces pays à abolir ou même commencer réellement à dépasser le capitalisme qui y prospère au contraire de façon spectaculaire.

Nous avons à juste titre expliqué ces échecs par l'état d'arriération de ces pays qui n'avaient pas encore connu, au moment de leurs révolutions, la phase de développement économique, social, institutionnel et culturel liée au déploiement du capitalisme industriel. Leurs économies demeuraient fondamentalement agricoles et leurs classes ouvrières urbaines n'y représentaient dans la très grande majorité des cas qu'une partie minime de la population. La démocratie n'y était même pas embryonnaire. Dans ces conditions, les forces consciemment révolutionnaires étaient elles-mêmes très peu nombreuses et l'unité du « prolétariat » inexistante. La mise en place des régimes « socialistes » n'a donc pas résulté du « mouvement de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité », mais de conjonctures historiques exceptionnelles associant la déliquescence des pouvoirs en place, des guerres dévastatrices (14/18, 39/45, guerre civile et sino-japonaise, etc.) et l'action de partis relativement peu nombreux mais très déterminés et souvent conduits par des dirigeants exceptionnels.

Des révolutions de cette nature supposaient des partis centralisés et disciplinés, dirigés d'en haut d'une main de fer, capables de conduire la « guerre civile » jusqu'à la conquête du pouvoir d'Etat, puis de devenir l'Etat lui-même pour imposer la transformation sociale par la « dictature du prolétariat ». Mais faute de pouvoir s'appuyer sur un soutien populaire suffisamment large, ils n'ont pu conserver le pouvoir qu'en s'imposant par la force. A long terme, de telles révolutions ont échoué principalement parce qu'au lieu de donner aux travailleurs la maîtrise de leur propre émancipation, elles les en dépossédaient complètement. Et sans l'adhésion éclairée et active du peuple, le processus a inévitablement fini par se retourner contre lui.

Nous avons certes rompu depuis longtemps avec l'idée d'un « grand soir ». Mais faute d'imaginer un processus révolutionnaire de type nouveau conduit par les travailleurs eux-mêmes, nous sommes restés largement prisonniers d'une conception de l'action politique privilégiant l'occupation de po-

sitions institutionnelles et, dans les conditions d'un pays comme le nôtre, la stratégie électorale. Et même en abandonnant le « centralisme démocratique », nous n'avons pas vraiment remis en question la forme verticale et monolithique du parti dont nous avons hérité avec les « 21 conditions » imposées par l'Internationale communiste en 1920.

B. Une « évolution révolutionnaire » hégémonique jusqu'à la conquête et la transformation du pouvoir d'Etat

L'histoire montre sans aucune exception que, à défaut de conscience populaire pour en soutenir activement les objectifs révolutionnaires, la conquête du pouvoir d'Etat est une illusion. Mais un siècle s'est passé depuis 1917, et nous ne sommes ni en Russie ni en Chine. La France est un des pays les plus développés du monde, 75% de chaque classe d'âge y atteint aujourd'hui le niveau du Bac, des partis et des syndicats libres y existent de longue date, et les aspirations des citoyen-ne-s à prendre leurs affaires en mains s'y expriment de mille manières, dont par exemple le fait qu'un français sur deux appartient à une association.

Notre expérience est cependant que, même sans prise du pouvoir, des transformations circonscrites mais profondes de l'ordre capitaliste, mettant fin à un aspect substantiel de la domination de classe, peuvent s'imposer et perdurer dès lors qu'elles sont majoritairement soutenues. Ainsi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en 1905, a engagé un mouvement de recul très important de l'aliénation des consciences sur laquelle s'appuyaient les classes dominantes. La Sécurité sociale a fait sortir de la logique capitaliste un pan considérable de la satisfaction des besoins de santé et de protection sociale dont la valeur représente aujourd'hui l'équivalent du budget de l'Etat. Le statut des fonctionnaires a instauré dans les faits le salaire à vie pour des millions de salariés, assurant leur sécurité professionnelle tout en les libérant du marché du travail. Et la loi Veil de 1975, malgré tous les efforts des forces conservatrices, a joué un rôle majeur pour l'émancipation des femmes. De telles transformations, que Jaurès aurait qualifié de « réformes révolutionnaires », sont aujourd'hui encore « hégémoniques » dans les esprits, au point que l'immense vague néolibérale, réactionnaire et puritaine qui balaie notre pays comme le monde entier depuis plus de quarante ans n'a pas encore pu les rayer de la carte.

Ainsi, sans réduire la « révolution » à la seule prise du pouvoir, mais avec l'objectif d'une transformation radicale, se dessine la possibilité de ce que Marx, repris par Jaurès, appelait une « évolution révolutionnaire » : processus qui fait reculer progressivement et durablement les logiques capitalistes et dont la condition décisive est le soutien populaire conscient et actif. Dès lors, le rôle essentiel d'un parti révolutionnaire devrait être de travailler à rendre hégémoniques à leur tour de nouvelles transformations « postcapitalistes » dont l'exigence s'exprime déjà dans la société par des luttes ou des pratiques alternatives à l'ordre social actuel.

Ainsi par exemple de l'objectif de réduction massive de la durée du travail et de hausse des qualifications rendu nécessaire et possible par le développement foudroyant des nouvelles technologies. Ainsi également du développement du secteur coopératif qui fait de chaque travailleur un copropriétaire de l'outil de travail et un codécideur dans l'entreprise. Ainsi encore de l'extension de la

gratuité qui existe déjà pour certains services publics. Ainsi du salaire à vie. C'est de façon générale dans ce sens, comme nous le disons plus haut, que nous devons donner la priorité absolue à la bataille idéologique, véritable nerf des luttes de classe, appuyant les mobilisations et initiatives visant à mettre fin au règne du capital sur les entreprises et le système financier, à démarchandiser la force de travail, à démocratiser réellement de la République – ce qui doit comprendre aujourd'hui une « séparation » de la finance et des medias –, à transformer l'Europe, etc.

Nous pourrons ainsi rendre à ses acteurs la maîtrise du processus révolutionnaire et concentrer l'essentiel de nos moyens et de nos efforts sur la conquête des esprits, enjeu décisif de l'affrontement de classes. En toutes circonstances – mobilisations, élections et vie institutionnelle, initiatives citoyennes et expériences alternatives, débats publics... – notre rôle de parti révolutionnaire doit être « d'aiguiller » le mouvement en l'éclairant sur le sens et la force de ce qu'il entreprend lui-même. Ce qui revient à inverser l'ancienne conception : non pas décider voire faire *à la place* des travailleurs, mais soutenir, nourrir et travailler à donner sens à ce qui se développe déjà dans le mouvement populaire.

Il s'agit donc d'un processus révolutionnaire de type nouveau qui ne fait pas dépendre les grandes transformations sociales de la seule « prise du pouvoir » centrale ni même de résultats électoraux favorables. La conquête de chacune de ces nouvelles « réformes révolutionnaires », jusqu'à leur inscription dans la loi, s'imposera parce qu'elles sera à ce point exigée par une immense majorité que même des gouvernements qui y seraient sans cela farouchement opposés devront s'y résoudre voire les engager eux-mêmes pour ne pas perdre le pouvoir. C'est ce qui vient encore de se passer sous nos yeux avec la proposition d'E. Macron, le plus libéral des libéraux, d'un statut de l'entreprise qui ne se réduise pas à celui d'une société de capitaux, idée avancée par les communistes – sans beaucoup d'efforts pour la porter, il est vrai – depuis 2001. Il n'y a évidemment rien à attendre de cette proposition du Président de la République, qui fera tout pour qu'elle reste sans aucun effet réel. Mais elle montre que la loi exclusive de la finance qui gouverne les entreprises fait grandir dans la société un rejet et une exigence de changement qui l'oblige à cette manœuvre en recul : « quand un idée s'empare des masses, elle devient une force matérielle ».

Or pas plus qu'hier les tenants du capitalisme ne se résigneront à de telles réformes sans mener bataille par tous les moyens possibles. Un tel processus suppose donc des mobilisations sociales puissantes et une intense bataille des idées. Il sera certainement long et difficile : qui pourrait imaginer le contraire ? Mais il peut s'appuyer sur la force depuis longtemps grandissante dans notre société de l'aspiration à prendre ses affaires en mains et s'approprier la maîtrise de sa vie et du destin collectif : en témoignent la multiplication des associations d'usagers dans les services publics, le mouvement complexe de l'Économie Sociale et Solidaire, la vigueur du mouvement associatif en tous domaines, la revendication lancinante de nouveaux droits et pouvoirs des salariés dans les entreprises, le rejet ultra-profond du modèle délégué – c'est-à-dire dépossédant – de démocratie parlementaire, la crise des organisations politiques ou syndicales verticales, le mouvement « Me Too », les mobilisations et les luttes pour la dignité, la vérité et la justice dans les quartiers populaires, et

même l'écho profond dans l'opinion de mouvements comme Occupy Wall Street ou Nuit debout qui revendiquent le droit à la parole égale et autonome.

C. Evolution révolutionnaire hégémonique et enjeux de pouvoirs

Rendre hégémonique dans les esprits de grandes « réformes révolutionnaires » doit donc devenir notre priorité stratégique. Mais nous tomberions dans une nouvelle erreur si nous poussions le raisonnement jusqu'à l'absurde en affirmant, comme certains groupes gauchistes : « élections, piège à cons ». Des entreprises aux institutions, les prises de pouvoirs à tous les niveaux – local, national et européen –, s'ils ne permettent pas à eux seuls une transformation sociale révolutionnaire, peuvent en effet avoir une influence importante sur le contexte des luttes des classes dominées : celui-ci peut être plus ou moins favorable ou défavorable selon que les pouvoirs en place leur mènent une guerre féroce – comme Macron aujourd'hui et hier son modèle Mme Thatcher – ou qu'au contraire leur orientation tend à les rendre moins difficiles. A tous les niveaux, les institutions constituent par ailleurs des tribunes pour les positions défendues par les élus révolutionnaires ou au moins progressistes. En outre, l'enjeu institutionnel immédiat mobilisant les esprits (y compris d'un grand nombre d'abstentionnistes), les élections sont des moments importants de politisation et, malgré un système médiatique profondément antidémocratique, elles constituent des périodes d'intense débat public.

La conquête de capacités d'interventions à tous les niveaux, même si elle n'a plus le caractère central et décisif que lui attribuait la conception de la révolution par la prise du pouvoir d'État, fait au demeurant partie de la « guerre de positions » (Gramsci) qui permet aux classes dominées de jouer un rôle croissant et d'opposer dans tous les domaines des choix et des logiques alternatives à ceux du capitalisme (l'impact de ce que l'on a nommé le « communisme municipal » en atteste). Et cela, jusqu'à ce que s'impose la nécessité d'un nouveau système institutionnel et politique adaptant l'organisation des pouvoirs à l'ordre social émergent, comme ce fut le cas pour la Bourgeoisie face à « l'Ancien Régime ». L'objectif d'une Assemblée constituante, non pas comme objectif ultime mais comme moyen de rendre aux citoyen·ne·s la maîtrise de tous ces pouvoirs, prend alors tout son sens.

Mais contrairement à ce que nous avons fait notamment avec la stratégie « d'union de la gauche », nous devons renoncer définitivement à l'illusion consistant à croire que des positions électives ou gouvernementales pourraient justifier notre participation à des majorités menant des politiques conservatrices ou libérales. Nous avons lourdement payé le prix de telles expériences : écœurement, colère et démobilitation.

III. Notre stratégie politique : la question du rassemblement

Comme le fait la proposition de « base commune » du Conseil national, Pierre Laurent définit notre « *parti-pris stratégique* » comme « *le combat qui permet, en toutes circonstances, au mouvement réel de la société de pousser le plus loin possible ses potentialités transformatrices* ». On ne peut qu'être d'accord avec cette idée générale qui est de fait la nôtre depuis que nous avons abandonné la « dictature du prolétariat ». Mais toute la question est de savoir comment la mettre en œuvre, et sur-

tout, comment articuler notre présence dans les luttes et nos batailles idéologiques avec une stratégie rendant crédible la perspective d'une alternative politique. Or le dernier demi siècle nous pose de ce point de vue de très sérieux problèmes puisque, successivement, la stratégie d'Union de la gauche, puis celle du Front de gauche se sont soldées par des échecs. Ce qui, de notre point de vue, oblige à faire une analyse critique de ces stratégies non pas seulement depuis 2009, en ne réfléchissant finalement qu'à la période du Front de gauche, mais depuis les années 60 et notre combat pour l'Union de la gauche.

Sans rassemblement de toutes celles et ceux qui ont intérêt au changement, il n'y a pas de majorité possible : là-dessus, l'accord est général dans le Parti car personne n'imagine que tout le monde pourrait dans une société comme la nôtre se rassembler derrière le même drapeau. En revanche, il y a débat sur deux points principaux : le périmètre et la forme du rassemblement.

A. La gauche et les forces de transformation sociale

Pour s'opposer à la droite et à l'extrême droite, pour créer une alternative antilibérale, le rassemblement de la gauche – c'est-à-dire de toutes les forces qui se battent autant pour l'égalité que pour la liberté – est une nécessité. Mais on sait qu'il y a à gauche depuis toujours des forces qui visent une simple adaptation du capitalisme, et d'autres, dont nous sommes, qui pensent qu'il faut une profonde transformation anticapitaliste de la société. L'une des principales leçons qu'il faut tirer des expériences d'union de la gauche est que les accords de sommet, même quand ils sont envisageables, ne peuvent suffire à garantir une réelle transformation sociale.

Et pourtant, malgré le faible niveau global de la gauche aux élections de 2017, le résultat de J.-L. Mélenchon montre l'importance des exigences transformatrices. Il nous faut donc aller bien au-delà des accords entre partis et inventer avec les femmes et les hommes, les mouvements, les nombreux collectifs qui se développent dans les quartiers populaires, des formes de rassemblement répondant à ce besoin d'engagement politique ouvert et libre.

De plus, dès lors que notre affaiblissement s'est accompagné du développement d'autres forces critiques du capitalisme, notre stratégie doit viser à les faire converger pour leur donner, ensemble, un poids politique suffisant. C'est ce que nous avons commencé à faire après 2002, notamment lors de la bataille du referendum de 2005 puis avec le Front de gauche. Mais nous n'avons pas su/voulu tenir ce cap. Et notre affaiblissement s'est aggravé du fait qu'après des décennies d'Union de la gauche, nos zigzags et nos alliances à géométrie variable ont désorienté les classes populaires qui ont fini par ne plus savoir si nous combattons réellement la dérive néolibérale du PS, ou si nous nous y résignons. Le résultat est que, loin de pouvoir identifier en nous un recours, le vaste mouvement qui balaie un peu partout en Europe les partis socio-démocrates nous a ignoré, une partie a déserté, une autre s'est investie dans la France insoumise. La seconde grande leçon que nous devons tirer des expériences d'union de la gauche est donc que, sauf à être emportés nous-mêmes par le discrédit des « forces d'adaptation », nous ne pouvons aller avec elles, au-delà d'accords électoraux visant à battre la droite et l'extrême droite, que lorsque les rapports de force garantissent la mise en

œuvre de politiques anticapitalistes permettant une nette amélioration de la vie des classes populaires. Dans nos rapports avec le PS, ce n'est plus le cas depuis longtemps.

B. Pour un « Front commun » de toutes les forces de transformation sociale

La nécessité de faire converger les forces de transformation sociale est aujourd'hui une évidence politique. Leur division a conduit à l'éparpillement et à l'impuissance entre 1988 et 2007. Et leur rassemblement dans le Front de gauche en 2012 a permis une dynamique qui, malgré nos hésitations, a rendu possible le succès de 2017, sans équivalent depuis Jacques Duclos en 1969. Mais sous sa forme d'un cartel de sommet, tenant à distance les citoyen·ne·s, cette expérience a échoué elle aussi. Nous portons notre part de responsabilité dans cet échec. Nous n'avons pas voulu investir pleinement le Front de Gauche et créer les conditions d'un véritable élargissement à celles et ceux qui se considéraient comme Front de gauche sans pour autant vouloir en rejoindre une des composantes.

Nous n'avons pas fait le choix d'une démarche cohérente sur le plan national, donnant à voir une ambition et être identifié clairement. Nos stratégies à géométrie variable en fonction des scrutins et des territoires nous a rendu inaudible. Début 2016 nous avons commis des erreurs d'appréciation sur la situation politique. Non seulement sur ce qu'était devenu le PS, mais aussi une part de ses électeurs, et l'ampleur du rejet du PS, ès qualité, par l'électorat. Par ailleurs en délaissant le FdG et en privilégiant les frondeurs, nous avons "libéré" un espace où LFI a pu se développer.

Cette erreur d'appréciation sur la réalité politique dans le pays a entraîné un sérieux désaccord stratégique puisqu'alors que la direction de notre parti cherchait un impossible rassemblement de toute la gauche, Jean-Luc Mélenchon voulait une rupture claire avec un PS rejeté par les classes populaires. L'impasse est venue de l'impossibilité d'apporter une solution à ce différend, conduisant à la rupture.

La dynamique de la campagne de JLM en 2017 va bien au-delà de celle de 2012, en particulier dans l'électorat populaire, celui-là même qui a eu le plus à souffrir des renoncements du PS. Un électorat qui, même si sur quelques territoires il le recoupe, dépasse bien largement le cadre du vote communiste. Cela doit nous interroger sur les ressorts de cette dynamique, sur les motivations profondes de ce vote.

Malgré l'échec, le Front de gauche est une expérience politique qui a montré des potentialités. Il est donc nécessaire de la reprendre pour aller au-delà et imaginer une nouvelle forme de rassemblement des forces de transformation sociale, dépassant le seul cadre des partis. Dans le respect d'un socle commun, elle doit garantir à chacune la complète liberté de ses propres combats – pour nous : porter l'ambition communiste – et contribuer ainsi à la dynamique générale. Et elle doit leur permettre de mener ensemble les batailles qui leurs sont communes et de proposer des programmes et des candidatures d'union lorsque les circonstances et le système électoral l'exigent. C'est ce que nous appelons un « Front commun », espace politique de bouillonnement des organisations, mouvements, citoyen·ne·s, intellectuel·les, artistes, personnalités au service de la mobilisation populaire.

Dire que Jean-Luc Mélenchon n'est pas prêt aujourd'hui à s'engager dans une telle démarche est une réalité, mais aussi l'aveu d'un manque de propositions et d'initiatives nouvelles de notre part pour répondre aux attentes actuelles des citoyens d'autres façons de faire de la politique et de se rassembler. « L'union est un combat », et si nous ne le menons pas, la division, l'éclatement et l'impuissance continueront de dominer. Parce que les communistes ont toujours l'objectif, comme le disaient Marx et Engels, de représenter les intérêts du « mouvement prolétarien » dans sa totalité, il leur appartient une fois de plus de proposer des formes qui permettent la convergence des forces de transformation sociale. Le communisme politique en France n'a jamais été aussi fort et utile que lorsqu'il a été capable, dans les conditions du moment, de porter une perspective de rassemblement. Cela implique, avec lucidité et ambition, de faire vivre culturellement et politiquement ce nouveau rapport aux autres !

C. Un audacieux travail de rassemblement

La géographie de la gauche est totalement chamboulée et l'émergence et l'installation dans le paysage de LFI appellent de notre part à prendre en compte une réalité assez inédite.

Inédite, par exemple, par la faiblesse globale de la gauche (moins de 30 %), qui impose un effort de reconquête sans précédent. Inédite aussi parce que pour la première fois depuis des décennies, c'est bien un projet de portée anti-capitaliste qui est arrivé en tête de la gauche et qui a rassemblé l'essentiel de l'électorat de la gauche de transformation sociale.

Dans cette phase post présidentielle nous sommes donc confrontés à une reconfiguration sans précédent de la gauche. LFI veut confirmer une place prédominante à gauche au travers des prochaines européennes. Un scrutin qui peut lui être favorable, mais qui masque un défi qui sera incontournable pour elle : celui des municipales, départementales, régionales de 2020 et 2021. Si LFI ne fait pas la démonstration qu'elle peut être utile pour gagner, alors elle peut connaître un fort mouvement de reflux d'ici les échéances de 2022 et prendrait la responsabilité d'une d' une désespérance supplémentaire à gauche.

Aujourd'hui les hommes et les femmes que nous ambitionnons de contribuer à rassembler sont éparpillés. Les repères politiques sont parfois confus et l'image de la gauche est très abîmée auprès d'une large part d'entre-eux. L'Appel pour le 26 mai est l'illustration d'une gauche très diverse et en même temps des millions d'exploité•es ne s'y retrouvent pas ou sont en attente. Le plus large rassemblement de ces hommes et de ses femmes et des organisations qui, pour une partie, les incarnent est nécessaire.

Pour cette raison, tourner le dos à la FI au motif que J.-L. Mélenchon ne veut pas aujourd'hui de rassemblement à gauche reviendrait à abandonner notre électorat historique et serait pour nous suicidaire. Nous devons au contraire nous battre pour la mobilisation et l'élargissement de l'électorat qui aspire à une profonde transformation sociale, et donc pour un rassemblement avec la FI et toutes les forces décidées à mettre en cause l'ordre néolibéral. Et dans ce combat pour l'union, comme au sein

du rassemblement politique qu'il vise à construire, nous devons critiquer sans concession les tentatives populistes, mener tous les débats qui le traversent et faire avancer les positions communistes.

D. Les échéances électorales à venir : européennes, municipales et au delà

Créer les conditions de nombreuses conquêtes électives face à la droite et à l'extrême droite, et rassembler pour cela l'électorat favorable à une gauche authentique impliquent de lancer pour les prochaines échéances électorales, une grande bataille politique pour des listes de rassemblement. Les élections européennes de 2019 et les municipales de 2020 sont l'occasion de tourner la page des divisions qui ont lourdement hypothéqué les législatives de l'an dernier. Nous avons tous fait l'expérience du coût politique et électoral des luttes fratricides qui les ont marquées : nous-mêmes avec le pire résultat en voix de notre histoire ; et la France Insoumise avec un score très inférieur au potentiel qui s'était exprimé au premier tour de la présidentielle. Et depuis, les élections législatives partielles ont confirmé cette réalité.

1. Les élections européennes de 2019 : des listes rassemblant dans toute l'Europe l'ensemble des forces de la gauche antilibérales

Dans ces conditions il est suicidaire de décider en l'état la constitution de notre propre liste aux élections européennes, même si cette décision est aujourd'hui assortie de l'annonce très vague de notre disponibilité « *pour travailler à la jonction de cette liste avec d'autres forces sur des objectifs convergents de transformation de l'Europe* ». Allons-nous faire le choix catastrophique du solo funèbre qui, compte tenu de la règle des 5%, nous condamnerait plus que probablement à n'avoir aucun·e élu·e au Parlement européen ? Nous pensons au contraire qu'il est d'urgence absolue de faire une proposition audacieuse et hardie. Rappelons-nous que les différences de position entre les différentes composantes de la gauche antilibérale ne portent pas fondamentalement sur la nécessité d'autres politiques européennes, mais sur la stratégie permettant de les rendre possibles. Le rejet de l'actuelle construction européenne est si profond et même violent que réussir à rassembler dans la même démarche toutes les forces de gauche antilibérales en France *et en Europe*, pourrait être un électrochoc capable de changer complètement la donne. Nous proposons donc que notre Parti lance à toutes ces forces la proposition de listes communes coordonnées à l'échelle de l'Union européenne. Et que nous menions une bataille de dimension européenne afin d'en faire grandir l'exigence.

2. Les municipales de 2020 : lancer de assemblées citoyennes et franchir un nouveau pas vers un « Front commun »

Les élections municipales sont celles qui suscitent un investissement citoyen. Après les européennes, elles peuvent donc constituer, si nous en décidons ainsi, un nouveau grand moment de retrouvailles et de convergence entre toutes les forces politiques et citoyennes, avec toutes les femmes et tous les hommes qui veulent s'opposer à la politique d'E. Macron. Les raisons d'engager cette convergence ne manquent pas : le démantèlement de la démocratie locale, la réduction des moyens des collectivités territoriales et les coupes insupportables dans les services publics. Là aussi, l'idée

vague de rassemblement à géométrie variable nous rendrait une nouvelle fois complètement inaudibles et préparerait une nouvelle catastrophe électorale.

Ces élections municipales peuvent au contraire conduire à de grands succès si elles permettent de nourrir l'espoir à gauche en franchissant un nouveau pas vers la construction d'un « Front commun », beaucoup plus large que le Front de gauche, permettant l'implication concrète des citoyen·ne·s et leur contrôle constant du processus politique et électoral. En y jouant pleinement son rôle de fédérateur des forces de changement, notre parti y retrouvera visibilité, crédit et attractivité.

Au cœur de ce rassemblement, un Parti communiste jouant pleinement un rôle actif pour contribuer à fédérer de toutes les forces qui ont intérêt au changement, ne peut qu'en sortir renforcé.

Nous proposons donc de lancer dès maintenant la constitution d'Assemblées citoyenne locales visant à préparer cette échéance, d'y inviter toutes les force de la gauche antilibérale ainsi que toutes les associations et mouvements citoyens, et de mener activement campagne pour convaincre et faire avancer ce projet.

3. Les élections de 2021 et 2022 : une préparation citoyenne complètement inédite

Loin là aussi des constructions à géométrie variable sans véritable ambition politique, nous rendrait une nouvelle fois complètement inaudibles. Les élections départementales et régionales de 2021 doivent nous permettre de faire exister et ancrer dans le paysage politique le « Front commun » capable de recréer l'espoir à gauche, et de développer une nouvelle dynamique de mobilisation et d'implication citoyennes. Sur ces bases, les élections présidentielle et législatives de 2022 pourraient se préparer de façon tout à fait nouvelle : avec le concours de toutes les forces politiques parties-prenantes, et sous le contrôle des citoyennes et citoyens engagé·e·s dans cette démarche et qui garderaient de bout en bout – stratégie, programme, candidatures – la maîtrise du processus.

IV. Un parti ouvert, démocratique de fond en comble, divers et uni

Mais un « Front commun » serait stérile sans un renforcement significatif du Parti communiste. Un Parti communiste renforcé qui puisse mener librement son combat pour le dépassement du capitalisme. Mais quel Parti communiste ? La stratégie révolutionnaire visant à permettre l'émancipation des travailleurs *par eux-mêmes* suppose une forme d'organisation bien différente de celle qui prétendait remettre la direction du mouvement prolétarien à un parti d'avant-garde. Il fallait alors donner l'essentiel du pouvoir à des dirigeants supposés les gardiens du « socialisme scientifique », cependant que l'appareil du parti avait pour tâche de relayer les consignes de la direction jusqu'aux militants et aux « masses ». Désormais, il faut au contraire partir de la capacité des femmes et des hommes engagés dans les luttes postcapitalistes à maîtriser eux-mêmes le processus de transformation sociale dans toutes ses dimensions.

A. Un parti de « l'intelligence collective » et de la souveraineté militante

La notion « d'intellectuel collectif » n'est pas nouvelle. Le texte du CN en parle à nouveau. Mais il continue de l'entendre comme le fait de faire partager au plus grand nombre, à l'intérieur et à l'extérieur du parti, les analyses et les propositions élaborées centralement par sa direction. A une époque où le « prolétariat » était très majoritairement peu éduqué, il y avait ceux qui savaient et décidaient, et ceux qui devaient apprendre et exécuter. Gramsci avait même théorisé le fait que, dans ces conditions, la classe ouvrière devait s'assurer le concours « d'intellectuels organiques » qui lui étaient nécessairement extérieurs. Mais aujourd'hui, quand les trois quarts de chaque génération nouvelle atteint un haut niveau d'éducation et que les intellectuels les plus qualifiés sont dans leur masse victimes eux aussi de l'exploitation capitaliste, cette conception est obsolète. Les classes dominées disposent désormais en leur propre sein des capacités et de l'ensemble des savoirs leur permettant de comprendre les ressorts de la domination qu'elles subissent et d'inventer les moyens de la combattre. Par conséquent, la fonction d'un parti révolutionnaire, et même de sa direction, doit changer. Elle n'est plus de penser et décider à la place des dominé.es, mais de contribuer par tous les moyens possibles à ce qu'elles et eux pensent et décident directement.

La structure pyramidale permettant de faire « descendre » le savoir et les décisions du haut en bas doit laisser la place à une forme beaucoup plus ambitieuse d'organisation permettant à chacun.e de celles et ceux qui sont engagé.e-s dans les luttes postcapitalistes de contribuer à l'intelligence collective et de prendre ensemble toutes les décisions. Il s'agit donc aujourd'hui de donner un sens très concret à l'idée de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes : leur souveraineté ne doit pas être déléguée ; partout, à tous les niveaux du local au national et au-delà, la conduite du mouvement de transformation révolutionnaire de la société doit se trouver directement entre les mains de celles et ceux qui sont dans l'action.

B. Un parti fonctionnant du bas vers le haut

Dès lors, le niveau le plus décisif de l'organisation est celui qui se trouve directement en relation avec les mobilisations, là où il est possible d'en apprécier les conditions concrètes pour participer aux choix des objectifs et des formes d'action, d'en mesurer les résultats et d'en tirer les leçons ; là aussi où peuvent se tisser les relations personnelles qui sont aujourd'hui comme hier une dimension-clé du lien de confiance qui doit se construire entre un parti révolutionnaire et les classes populaires. Aujourd'hui ce lieu existe de proximité, c'est la section. C'est là, et non au sommet, que tout doit se décider démocratiquement, depuis les choix concernant l'action immédiate et locale jusqu'aux orientations politiques fondamentales rassemblant toutes celles et ceux qui entendent faire vivre un parti communiste.

Il faut donner aux sections une place plus importante, avec un congrès plus fréquent qui soit composé par des délégués de sections et non plus des délégué.e-s départementaux. L'échelon départemental doit se limiter à son rôle de coordination et de mutualisation de l'activité des communistes.

Dans le respect de ces nos orientations fondamentales, chaque section, ou les communistes en lien avec elle, peuvent prendre l'initiative de s'engager dans des collectifs « de base », local ou thématique. Chaque collectif doit donc avoir la maîtrise souveraine de sa propre action et une pleine capacité à se lier avec d'autres pour agir ensemble à l'échelle d'un territoire ou d'un enjeu. Lorsque c'est le cas, chaque collectif de base concerné désigne tout aussi souverainement ses délégué·e·s à un niveau plus large *non pas pour diriger mais pour coordonner* l'action et s'y exprimer au nom du Parti. Mais toutes les décisions qui y sont nécessaires doivent être prises par l'ensemble des participants aux collectifs « de base » engagés dans l'action, en recourant lorsque c'est nécessaire au débat et au vote électronique, ou en organisant des congrès locaux qui peuvent être rapides et consacrés à du travail précis sur des ordres du jour limités.

C. Un parti de la diversité et du commun

Le principe fondamental de souveraineté des femmes et des hommes engagés dans l'action pourra donc avoir pour conséquences des choix différents d'une lutte à l'autre, d'un endroit à l'autre, en fonction des circonstances, des enjeux et des expériences sans que des « directions » ne prennent les décisions et n'imposent des choix uniformes à tout le monde. Mais la diversité qui en résulte doit aussi permettre de construire de l'expérience et de la réflexion commune, ainsi que des choix communs.

Et là aussi, ce commun doit se construire du bas vers le haut. Là où la direction du Parti (Conseil, Comité exécutif ou Secrétariat national) prenait les décisions avec l'aide de commissions qu'elle-même désignait dans les différents domaines (économie, éducation, culture, politique extérieure, etc.), celles-ci doivent désormais être prises par l'ensemble des communistes, soit par des congrès nationaux qui peuvent y compris à ce niveau être des réunions de travail sur des objets précis et limités, soit par des votes de l'ensemble des communistes.

Dès lors, les « commissions nationales » doivent être remplacées par des collectifs spécialisés composés de délégués démocratiquement désignés par les collectifs locaux équivalents, et chargés non pas de conseiller la direction mais de préparer la prise de décisions des communistes et d'en organiser la mise en œuvre. Les « dirigeants·e·s » doivent laisser la place à des porte-paroles élu·e·s (et le cas échéant révoquables) par les collectifs spécialisés. Et l'unité du Parti sera assurée par la constitution d'un socle de choix et d'orientations communes que les communistes élaborent en congrès nationaux et qu'elles et ils s'engagent à respecter.

Cette dynamique demande à ce que l'horizontalité soit appuyée par des outils nouveaux, simples et accessibles, rendus possibles par la révolution numérique. Celle-ci doit contribuer à la transformation de notre Parti pour œuvrer à un communisme 2.0.

D. Un parti ouvert

Dans un parti visant avant tout la conquête du pouvoir, et dont l'appareil avait pour fonction essentielle de faire partager des orientations décidées « en haut », la qualité d'adhérent·e – et beaucoup plus encore des responsables aux différents niveaux – a longtemps été soumise à des conditions et

contrôlée par les directions. Aujourd'hui, il suffit de décider d'adhérer et de payer une cotisation pour disposer des « droits de l'adhérent·e ». Mais le parti reste encore une organisation fermée dont toutes les décisions sont réservées à celles et ceux qui en ont la carte et payent leur cotisation.

Pourtant, si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, on ne peut réserver la conduite du mouvement de transformation sociale aux seuls travailleurs qui décident, à un moment donné, d'être membre du Parti. Toutes celles et tous ceux qui décident de participer à une action politique, même limitée à un sujet particulier, doivent pouvoir, adhérent.e ou pas, participer aux choix relatifs à l'action qu'elles et ils mènent. Ce qui signifie que les collectifs de base doivent être en permanence ouverts aux citoyen·ne·s qui veulent agir avec les communistes, et qu'elles et ils doivent pouvoir participer à tous les choix liés à leur action.

En revanche, en application du principe général selon lequel chacun.e participe aux choix relatifs aux actions qu'il ou elle mène concrètement, les décisions concernant l'organisation même du Parti communiste – son fonctionnement, sa vie matérielle et financière, la désignation de ses porte-paroles, etc. – et des ses structures – section, fédération, conseil national - relèvent de la souveraineté de celles et ceux qui, en adhérant et en cotisant, décident de le faire vivre.

E. Donner aux communistes les moyens pour agir

Dans un monde de plus en plus complexe, où tout va de plus en plus vite, il faut être en capacité d'aider les communistes d'être tout à la fois réactifs et utiles dans le débat public et dans la prise d'initiative.

Cela passe par un effort sans précédent:

- Rendre lisible et audible nos propositions. L'exhaustivité en la matière est l'ennemi de la visibilité. Nous dégagerons 3-5 propositions qui puissent identifier et donner à voir de l'ambition des communistes.
- Engager un vaste travail d'éducation populaire avec des outils adaptés (argumentaires, supports vidéos comme « On vous fait un dessin », etc.)
- Retrouver un savoir-faire militant via un dispositif, au service des communistes de formations, d'appropriation des nouveaux supports et d'animation de l'activité militante.
- Nous avons un défi devant nous. Il y a plus d'un siècle le mouvement ouvrier, dans sa diversité, n'a eu de cesse d'essayer de créer un média de masse. L'Humanité est la traduction de cette volonté. Aujourd'hui dans les conditions actuelles, avec le développement des réseaux sociaux et des médias numériques, la question se pose de l'existence d'un média internet nouant un rapport existentiel de même nature que celui qui nous lie à l'Humanité. En lien avec l'Humanité, ce défi nous voulons le relever !

Conclusion

Les communistes s'apprêtent à faire un choix crucial. Très affaibli, notre Parti est maintenant confronté à une nouvelle situation puisque la France Insoumise, qui se réclame du populisme, a

Se réinventer ou disparaître ! Pour un printemps du communisme – Base commune alternative

réussi à rassembler l'essentiel de l'électorat qui nous faisait confiance voici 40 ans. Cette force politique est bien différente de nous et ne saurait jouer le rôle qui devrait être le nôtre. Mais l'Histoire ne repasse pas les plats. Ou nous réagissons maintenant, alors qu'il est encore temps, et retrouvons une place importante dans la vie politique de notre pays ; ou nous nous condamnons à ne plus compter, et le communisme risque fort d'être absent du combat politique pour de nombreuses années au moment où le besoin en est le plus grand.

Nous sommes des communistes divers, et n'avons pas ces dernières années toujours fait les mêmes choix. Mais nous pensons toutes et tous, comme l'avait décidé le congrès de 2008, que la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés exige un travail de réinvention de nos analyses, de notre projet et de notre Parti. C'est pourquoi nous proposons avec cette « base commune » alternative une nouvelle conception du communisme, du processus révolutionnaire, de la stratégie et de notre organisation. Elle se donne des objectifs précis et ambitieux pour les années à venir et nous pensons qu'une grande majorité de communistes peut s'y retrouver. Nous avons la ferme volonté de travailler dans ce sens avec toutes et tous les communistes, jusqu'au congrès et évidemment au-delà, à sortir notre Parti de l'ornière et à ouvrir un nouveau chemin pour notre combat.

Les communistes ne doivent pas baisser les bras. Ils doivent au contraire avoir confiance en elles et en eux. L'histoire est en train de prendre un nouveau cours. Derrière ses allures jupitériennes, l'aventure Macron est la conséquence d'un rejet très profond des politiques libérales : comme en Allemagne, en Italie et ailleurs, ni la droite ni la gauche « de gouvernement » ne peuvent plus gouverner à elles seules. Ce rejet ira en s'approfondissant, et seules de grandes ruptures avec les logiques capitalistes permettront de dénouer cette crise politique majeure. Il dépend de nous que nous en soyons les porteurs et, sur ce terrain, nous n'avons (malheureusement) pas beaucoup de concurrence. C'est dire si notre rôle est capital. Et c'est dire si, en nous donnant les moyens de le jouer, notre Parti peut avoir aujourd'hui un plus grand avenir que jamais.

Réinventons-nous !